

Pour une Deuxième République

Introduction générale sur la démarche en cours

Sauf le respect qui est dû à vos rangs, concitoyens membres de cette commission, j'ai le regret de vous dire en toute sincérité **le caractère peu enthousiasmant de la démarche** dont vous avez la charge. Je ne souhaite pas à votre rapport final le même sort que celui réservé naguère à celui de la commission Sbih sur la réforme de l'administration, celui de la commission Issad sur la réforme de la justice et son deuxième rapport sur la répression sanglante en Kabylie, et de celui de la commission Benzaghoul sur le système éducatif...

En effet, face à une crise multiforme sans précédent, cette démarche, c'est le moins qu'on puisse dire, est fondée sur une **sous-estimation de la gravité de la crise** de l'Etat et le constat de disjonction avancée qui caractérise la relation entre le pouvoir et les citoyens, d'un côté, et entre le pouvoir et l'opposition, d'un autre côté. Dans l'impasse, le système politique actuel, incapable de se remettre en cause et d'initier lui-même les changements politiques nécessaires, il **ruse** et met, ce faisant, **la nation en danger**.

Cette démarche dénote en soit l'**illégitimité** et le **discrédit** dont sont frappées les institutions élues (?) de l'Etat et démontre que **l'exécutif lui-même n'en est pas dupe**. La focalisation des efforts des pouvoirs publics sur l'élimination, par divers moyens répressifs, de toute alternative politique organisée, constitue bien un aspect de la gravité de la crise actuelle, **car aucun cadre politique n'est plus assez efficient et crédible pour canaliser un éventuel débordement et garantir une transition politique pacifique (moins coûteuse) devenue nécessaire** qui préserve les vies et les biens des citoyens, les capacités infrastructurelles, économiques, sécuritaires et humaines de l'Etat ainsi que les forces armées d'un éventuel nécessaire engagement qui raviverait **les traumatismes d'octobre 88**.

La fragilisation des liens sociaux et politiques de la communauté politique algérienne a atteint un niveau trop sérieux pour que ces derniers puissent supporter une érosion supplémentaire. Ce qui **décrédibilise davantage cette démarche c'est que son lancement n'a pas mis fin à la fermeture du champ médiatique** lourd et **du champ des libertés**, notamment **celle de manifester** et cela en **total contradiction avec la Constitution** en vigueur. Sans oublier que cette **dernière a été révisée par l'exécutif et à son seul avantage sans consultation populaire**, il y a de cela peu de temps !

A quoi bon, alors, focaliser les «efforts de sortie de crise» sur la réforme de la Constitution si le principe de fonctionnement du pouvoir exécutif consiste à ne jamais la respecter ? Un homme célèbre disait : «Quand je visite un pays, je ne demande jamais s'il a des lois, je demande si elles sont appliquées» !

1 - Posture intellectuelle et pratique politique dans les Etats dits arabes

a- Posture intellectuelle générale

On comprendra bien que le fonctionnement des systèmes politiques arabes actuels relève d'une posture philosophique commune non dite. Partout dans le monde, la pensée a évolué en rupture avec des catégories rendues obsolètes par l'histoire et la pensée philosophique et politique. L'avancée de la pensée s'énonce par **le changement des concepts** et des grilles de lecture des faits. La pensée islamique et arabe, quant à elle, a **pris congé de la raison** depuis le XVI^e siècle, et en se réveillant pour un court instant au XIX^e siècle, dans ce qu'il est convenu d'appeler la Nahda (renaissance), s'est trouvée subjuguée face à la prodigieuse avancée de l'Occident. Mais **incapable de rupture**, elle s'est engluée dans la tentative de conciliation de pôles antinomiques ! On connaît les fameuses **dichotomies conceptuelles** de cette pensée sclérosée : hadata, mu'āsara (modernité)/ taqlid, 'asāla (tradition, authenticité), 'aql (raison) /naql (imitation des anciens), et aujourd'hui encore des pseudo-penseurs les remettent au goût du jour en les renommant science et tradition !... Au nom d'une **spécificité** mythique et spécieuse, la pensée dominante, qui étouffe toute autre alternative cognitive, voudrait que l'on puisse **avancer tout en restant immobile**, et même en **régressant** vers un passé mythique !

L'échec est patent, et les principaux épigones de la pompeusement dénommée nahdha arabe de l'époque s'étaient eux-mêmes vite recroquevillés dans la tradition. Le mouvement des Frères musulmans en naîtra en Égypte et se propagera, et prendra greffe en Algérie, sous la forme **de l'islamisme, plus orienté vers l'autodestruction**, qui a creusé davantage la notion de spécificité en tentant d'achever ce qui filtrait comme lumière dans le clair-obscur de la raison dite arabe dominante. Pour eux, les problèmes de cette nation ne pourraient être solutionnés que par ce qui a pu les solutionner au début ! (lâ tasluhu 'umûru hadhihi al-'umma 'illâ bimâ sala-ha bihi 'awalluhâ) et, par conséquent, la plongée dans le passé devient la seule voie de recherche de solution pour les problèmes actuels de la nation, d'où la tendance à rechercher l'imitation des cos-

tumes et des comportements supposés être des anciens. La fuite de la réalité devient la seule thérapie collective et le dogme de la spécificité arabe est là pour renforcer cette tendance !

b - Hétéronomie du savoir scientifique et effondrement du système universitaire

La pensée dominante revendique désormais la **spécificité** érigée en épistémologie générale et fera une guerre systématique contre le savoir scientifique et la raison qu'elle finit par contenir dans la marge tout en lâchant la bride à la pensée traditionaliste religieuse au lieu de la **circonscrire à la sphère privée** — conception décalée spécificité occidentale et chrétienne comme si le christianisme n'était pas né dans la même sphère géoculturelle que l'islam (Jésus-Christ est palestinien de Nazareth). En résultera de cette clôture dogmatique **l'hétéronomisation du champ du savoir**, et le sous-développement culturel, cognitif et social. La mise en marche arrière est institutionnalisée, systématisée et **toute pensée rationnelle sera contrainte à lutter à contrecourant**.

Face à l'avancée de l'Occident — qui avait systématisé la **pensée cartésienne**, qui posait que ce n'est ni dans la tradition ni dans les autorités existantes que la vérité se fonde, mais dans **le sujet universel de la science**, et que la lumière naturelle est supérieure à l'exemple et à la coutume —, la **raison arabe dominante** a opposé la **spécificité**, le **retour aux vieilles certitudes qui ne sont que des croyances et, en fin de parcours, le figement de l'ordre cognitif et social**.

L'Algérie n'en fait pas exception. La répression est généralisée. Les syndicats d'étudiants et d'enseignants universitaires sont parasités, selon la même méthode appliquée au champ économique. **L'université n'est pas perçue comme l'espace propre au savoir**, son acquisition, sa production, sa reproduction et sa diffusion... **Une nation sans élite** est une nation **vouée à la disparition**. Les gestionnaires des universités ne sont pas évalués compte tenu des productions de savoirs (revues, thèses, essais publiés, expertises, reconnaissance scientifique internationales...) mais selon le degré de maîtrise de l'ordre public et d'allégeance. **C'est un espace de domination politique organisant la compétition d'allégeance au pouvoir**, et c'est d'ailleurs à partir de cette seule logique que les contestations estudiantines récentes ont été interprétées : comme des tentatives de déstabilisation politique ! Ceci explique **l'effondrement du système universitaire et éducatif** dominé par l'administration (pouvoir)- les classements internationaux des universités placent les nôtres au bas du tableau.

2 - Mode de gouvernance

Les sociétés arabes partagent la même posture intellectuelle de rejet de la raison et le même mode néo-patrimonial de gouvernement. Toutes sociétés fermées, **leurs régimes politiques agissent dans la posture de celui qui possède en toute propriété les biens et les hommes de la nation. Les femmes et les hommes**, loin d'être citoyens (ils sont seulement des muwâtîn, c-à-d. des co-nationaux : l'absence d'un terme arabe équivalent pour citoyen est à elle seule expressive), ne sont acceptés que comme de simples instruments au service du confort du prince. Ils ne peuvent donc pas protester ! Depuis janvier 2011, tous les Etats arabes en sont des exemples. Mais les régimes libyen et syrien en sont certainement les meilleurs. Les régimes arabes partagent les mêmes principes de fonctionnement :

- non-séparation des pouvoirs, **hégémonie** de l'exécutif et **hégémonie** du chef de l'Etat dans l'exécutif (réforme constitutionnelle de 2008 en Algérie) ;
- répression brutale et corruption systématisées (la police a été la seule institution qui a pris du poids et a été très active depuis 2000 en Algérie) ;
- impunité totale du pouvoir et de ses agents (les événements de Kabylie à titre d'exemple n'ont connu aucun jugement ni aucune peine prononcée contre un quelconque agent du pouvoir, **ni contre ceux qui ont donné l'ordre de tirer ni contre ceux qui n'ont pas donné l'ordre d'arrêter de tirer**, en dépit du rapport Issad rendu public) ;
- interdiction totale d'expression à l'opposition (la télévision publique est financée par les citoyens mais demeure le monopole jaloux du pouvoir) ;
- viol systématique des constitutions et des lois (ex. blocage de la loi sur les partis, interdiction de manifester...) ;
- réduction des institutions, systématiquement mal élues, à un rôle décoratif ;
- attaque et tentative de destruction systématique de tout ce qui ne fait pas allégeance au pouvoir (syndicats autonomes, écoles privées, entreprises économiques privées, presse privée, réflexions intellectuelles critiques...).

Ce sont là les traits de ce que Karl Popper appelle la **société fermée**.

La généralisation de la violence islamiste destructrice, et prétendument antioccidentale, née de l'inclination des pouvoirs depuis l'indépendance à mettre les croyances en position supérieure (le système éducatif et les médias lourds campés par ce courant de pensée), offre à l'**inamovibilité** des dic-

tatures arabes l'alibi de la **protection des intérêts de l'Occident**, pour que ce dernier leur garantisse son soutien ; et, sans crainte de contradiction, celui de **la lutte contre l'Occident croisé ou impie et impérialiste** dont ils se prévalent auprès leurs peuples à la moindre tentative de libération de leur tutelle. Cette **ruse** ne semble plus payer ni aux yeux des peuples ni à ceux de **l'Occident qui commence à les abandonner** dans leur chute **les uns après les autres**. L'Occident s'est rendu compte que ces dictatures, tout en prétendant lutter contre l'islamisme, ne prenaient aucune mesure politique, sociale, ou juridique pour contrer l'idéologie islamiste et encore moins pour ancrer et développer la démocratie. Des mesures sont prises, au contraire, pour renforcer la domination islamiste de la société (systèmes éducatifs, code pénal, statut personnel, mass-médias...).

Aucune liberté individuelle n'est reconnue. **Aucun discours critique à l'égard de l'islamisme n'est toléré** autant par les islamistes qui y prescrivent la peine de mort impunément, que par les gouvernants qui prescrivent des peines de prison et des persécutions tout en **garantissant l'omniprésence de ce discours** (islamiste), rendu presque doctrine d'Etat.

En Algérie, depuis les années 2000 à ce jour, la société a été caractérisée par les limitations de libertés : liberté de la presse avec destruction arbitraire et autoritaire d'un grand journal de l'époque, *le Matin* ; libertés syndicales non reconnues avec répression implacable et automatique contre les syndicats autonomes ; atteinte aux libertés de conscience et religieuses avec l'introduction dans le code pénal de la notion de respect des prescriptions islamiques entraînant des sanctions rendues effectives contre des personnes qui n'observent pas le jeûne, contre les couples et ceux qui se convertissent au christianisme (décret du 28/02/2006)... **Le temps des sotériologies collectives est revenu avec son époque : le Moyen-âge mental** ! Pourtant, c'est bien un Berbère algérien, saint Augustin, docteur du christianisme, qui a ouvert la voie à la possibilité des libertés individuelles en religion et que Martin Luther King, philosophe et théologien, a formulé plus clairement bien plus tard.

Aujourd'hui, grâce à la mondialisation de la communication électronique, non encore intégrée par la pensée dominante et combattue féroceement (la police d'Internet précède l'Internet !), les sociétés arabes redeviennent les acteurs de leur histoire et s'affirment face à leurs régimes autoritaires qui tentent de les maintenir dans un état de minorité et dans des postures intellectuelles infantiles.

En Algérie, **après douze années de gouvernance autoritaire et exclusive** de toute opposition on a abouti à un Etat complètement désarticulé, défait et plus hybride qu'il ne l'était avant. La mouvance islamiste et terroriste, auteur de dégâts matériels et humains importants depuis plus de deux décennies, a reçu de l'Etat plus d'avantages que ceux qui l'ont défendu. **Aucun bilan de la politique de réconciliation n'a été fait et ce non-dit est plus parlant qu'un discours**.

3 - Ruser au lieu de réfléchir et d'agir en conséquence

Un calife qui demandait à son juriste une ruse pour se sortir d'une impasse reçut la réponse suivante : utruk al hîlata wa t-takil, fa'inamâ l-hîlatu fi tarki l-hiyal (**abandonne toute ruse et agit, la ruse consiste en effet à abandonner toute ruse** !)

Le plus époustoufflant, c'est cette ruse qui consiste à **suggérer** que ces régimes autoritaires n'auraient pas ruiné leurs pays mais auraient, au contraire, sous leur autorité «éclairée», garanti que les richesses minières profitent au développement de l'économie et aux peuples arabes qui vivraient mieux, seraient plus instruits et plus heureux, avec des systèmes économiques et sociaux performants !!

L'analphabétisme dominant, la désespérance sociale, ces vagues humaines d'émigration humiliantes vers l'Europe (harraga), les immolations par le feu, ne seraient pas les conséquences de cette gestion honteuse qui achète le silence complice de l'Occident en contrepartie de fortes largesses et de vils services (l'exemple édifiant de la sous-traitance de la torture en Égypte au profit de la CIA) ! **Ces pays riches aux populations pauvres**, «grâce» à leurs régimes autoritaires, ne seraient pas vidés de leurs élites, **et transformés en enfers que tout le monde tente de fuir** ! Au contraire, ils attireraient, si on poussait leur logique jusqu'au bout, même l'émigration des pays occidentaux qui seraient «ruinés» par une gestion démocratique !

Ce serait les leaders occidentaux démocratiques qui abriteraient leurs fortunes dans les banques arabes !

Voilà ce qui arrive quand on combat **la pensée critique** et qu'on reprend nonchalamment et les poncifs anticoloniaux et anti-impérialistes poussièreux ! Voilà le raisonnement politique indigent produit d'une éternité de dialogue des régimes autoritaires face à leur miroir où l'opposition est réduite à l'écho de leur propre voix tonitruante et éthérée ! Institutions de l'Etat et opposition factices !

La **spécificité** est convoquée pour suggérer

Par le D^r Abderrezak Dourari*

que s'il est vrai que partout les régimes doivent changer pour que la vie des gens s'améliore — le régime démocratique s'étant avéré le meilleur mode de gouvernance —, dans les sociétés arabes ce seraient l'autoritarisme et le néo-patrimonialisme qui seraient le meilleur garant des intérêts et du bien-être des peuples ! Les prestidigitateurs de la raison s'amuse : à la **souveraineté des peuples** on substitue **celle des régimes** ! On confond **l'Etat** (le dispositif institutionnel) et **le pouvoir** du moment. Aux peuples tunisien, égyptien, libyen, qui souffraient le martyr sous la répression démesurée de régimes autoritaires chancelants qui les réduisaient en esclavage, il ne faut, semble-t-il, au nom de la lutte anti-impérialiste et de la sacro-sainte souveraineté nationale, demander nulle aide : ni aux organisations internationales (l'ONU) dont ils sont membres pourtant ni aux fantomatiques organisations arabes, même avec leur incapacité d'action constitutive connue !

L'attitude de «la Ligue arabe» à l'égard des soulèvements arabes témoigne, en plus de la sauvegarde des intérêts sordides des dictatures qui la composent, de la persistance de cette posture velléitaire de la pensée arabe dominante, qui n'est toujours pas parvenue à s'émanciper des vieilles dichotomies pétrifiantes de la pensée... Elle revend, incapable d'imagination, à l'Occident et à l'opinion arabe les mêmes vertus antiterroristes non avérées de ces chefs rejetés par leurs peuples et la stabilité du régime face au désordre qui proviendrait d'une démocratisation : laissons les choses en l'Etat, et al-qa'ida ne prendra pas le pouvoir... suggèrent-ils !

En quoi la passation des pouvoirs à un gouvernement élu par le peuple (l'opposition) serait-il dans l'intérêt des impérialistes ou d'al-qa'ida ? Pourquoi libérer des terroristes en Libye de Kadhafi, en Égypte de Moubarak et aujourd'hui en Algérie ? Est-ce pour renforcer la démocratie ? L'Algérie a-t-elle besoin d'une hypergrande mosquée plus qu'une université moderne, un grand conservatoire de musique ou d'une grande bibliothèque style bibliothèque Mitterrand ?

S'il y a bien une spécificité arabe, outre l'arriération intellectuelle, sociale, économique et politique (le monde dit arabe ne produit ni sa pensée, ni sa grammaire, ni encore moins son pain) c'est bien la pensée velléitaire dominante qui charrie toujours les contradictions du Moyen-Age, sans jamais se préoccuper de changer de grille d'analyse.

En dehors de tout cela bien sûr, la Tunisie n'est pas l'Égypte, l'Égypte n'est pas la Libye ; la Libye n'est pas le Yémen, le Maroc n'est pas le Bahreïn et ce dernier n'est pas la Syrie... et bien sûr l'Algérie n'a absolument rien à voir avec tout cela ! **On est très spécifique donc on est tranquille jusqu'au prochain débordement** !

La mondialisation et la montée en puissance des réseaux sociaux Internet comme Twitter et Facebook fait dessiller les sociétés arabes... **Un abîme s'est creusé entre les peuples et les gouvernants dictatoriaux**. En Algérie, la dévitalisation et la décrédibilisation des institutions a poussé les Algériens à perdre toute confiance en leurs gouvernants plus considérés comme des indus occupants que comme des leaders... L'opposition, dont la mission consiste à organiser la société et les citoyens, et de toujours préparer une alternative politique, a été réduite à sa plus simple expression empêchant toute possibilité d'alternance pacifique et organisée. **C'est la situation d'un Etat en danger d'explosion imminente** !

La répression massive et systématique imposée contre les Algériens (Alger, et les autres capitales régionales, est sous un état de siège permanent ; elle mérite le nom d'Alger la bleue) en surcroît de la télésurveillance des caméras et avec un barrage policier par kilomètre qui déshabille les automobilistes de passage, avec un code de la route qui complique l'atmosphère déjà irrespirable (sans **aucune possibilité de recours contre les abus de pouvoir ailleurs condamnés depuis le code de Hammourabi 2000 ans avant J.-C.**)..., une politique d'emploi et de développement économique et sociale complètement en panne, une **politique culturelle désarticulée et éthérée**, ce pays est à fuir !

En effet, qu'est-ce qui peut attirer un jeune (et même à un moins jeune) algérien dans un pays qu'il ne sent plus comme le sien ? Ce pays ne lui donne ni formation adéquate, ni métier, ni emploi, ni logement et l'empêche même de se marier ou d'avoir une compagne !!! Pourquoi ne serait-il pas tenté de le casser ?

4 - Le système éducatif

Le système éducatif (du primaire au doctorat) exclut beaucoup plus qu'il n'en inclut et forme au chômage. Lieu de formation par excellence de l'esprit d'une nation, il pérennise la domination de l'idéologie islamiste obscurantiste en formant un esprit plus sensible à l'émotion (à la catégorie affective du surnaturel) qu'à la raison.